

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques Accidentels
40 rue de la Préfecture
58000 Nevers

Nevers, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPECIALTY OPERATIONS FRANCE

"Saint-Roch"
58500 Clamecy

Références : -
Code AIOT : 0005401338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE implanté "Saint-Roch" 58500 Clamecy. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizon », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur le volet « prélèvements environnementaux ». Elle avait pour objectif de vérifier que les actions sur la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux suite à un incident ou un accident ont bien été engagées et que les dispositions figurant dans le plan d'opération interne (POI) répondaient bien aux exigences réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- "Saint-Roch" 58500 Clamecy
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Clamecy de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100	Demande d'action corrective	3 mois
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
8	Inspection 26-02-2025	Autre du 26/02/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	Liste des	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits de décomposition	article 9	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur le volet « prélèvements environnementaux ». Elle avait pour objectif de vérifier que les actions sur la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux suite à un incident ou accident ont bien été engagées et que les dispositions figurant dans le plan d'opération interne (POI) répondaient bien aux exigences réglementaires. L'exploitant dispose des moyens matériels et d'une organisation interne pour réaliser les premières analyses et prélèvements environnementaux nécessaires dans le cadre d'un incident ou d'un accident. Les substances à rechercher ont bien été identifiées dans l'étude de dangers. L'exploitant doit toutefois compléter son POI pour décrire ses moyens matériels et son organisation présentés lors de l'inspection, ainsi que compléter les fiches réflexes relatives aux scénarios d'incendie afin de lister l'ensemble des produits de décomposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement, article R.515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014, article 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : Le POI est mis à jour régulièrement. Les deux dernières mises à jour ont été effectuées : - Le 01/09/2024 pour la version n°2024-01. - Le 24/07/2025 pour la version n°2025-01. L'examen du POI en dernière version montre qu'il doit être complété sur les points suivants en application de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 : - Dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels.

<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des fiches relatives aux scénarios incendie pour préciser la liste des produits de décomposition identifiées dans l'étude de dangers de juin 2025. - Dispositions prises pour la gestion post-accidentelle, en particulier hors site. <p>Ces points ont été présentés lors de l'inspection mais ne sont pas formalisés dans le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son POI sur les points suivants en application de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels présentés. - mise à jour des fiches relatives aux scénarios incendie pour préciser la liste des produits de décomposition identifiées dans l'étude de dangers de juin 2025. - disposition prise pour la gestion post-accidentelle, en particulier hors site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>SSH :</p> <p>Code de l'environnement, article R.515-100</p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p> <p>SSB :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014, article 5</p> <p>« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI fait l'objet d'exercice annuel dont certains en collaboration avec le SDIS 58.</p> <p>En particulier, un exercice a été réalisé le 17/10/2024 sur la perte de confinement d'acrylate d'éthyle (produit toxique et odorant) avec mise en œuvre prélèvement environnemental hors site. Par ailleurs, un déclenchement de POI a été engagé le 23/09/2025 à la suite de la découverte d'un objet métallique en fond de fouille, pour suspicion de munition. Les démineurs de la sécurité civile sont intervenus pour identifier l'objet qui s'est révélé être un morceau de ferraille. L'exploitant a mis à profit cette alerte pour dérouler son POI en totalité.</p> <p>Ces deux déclenchements de POI sur exercice et en situation réelle ont fait l'objet de comptes-</p>

rendus mais les actions proposées au titre du RETEX de l'exercice du 17/10/2024 n'ont pas été mises en œuvre en totalité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier des actions proposées au titre du RETEX de l'exercice du 17/10/2024 qui n'ont pas été mises en œuvre et corriger son compte-rendu sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI recense les produits à rechercher dans les premiers prélèvements environnementaux : - 16 matières premières ou produits finis volatils qui pourraient s'évaporer à la suite d'une perte de confinement du type fuite d'un bac ou percage d'un container, lors d'une manutention par exemple. - Les produits de décomposition en cas d'incendie d'atelier ou de zone de stockage de matières premières ou produits finis. Le POI doit être complété pour : - indiquer les dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels joints aux dispositifs de prélèvements, - mise à jour des fiches relatives aux scénarios incendie afin de compléter la liste des produits de décomposition identifiés dans la version de juin 2025 de l'étude de dangers.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son POI sur les points suivants en application de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour indiquer les dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels joint aux dispositifs de prélèvements, - pour compléter les fiches relatives aux scénarios incendie par la liste des produits de décomposition identifiés dans la version 2025 de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu, - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI recense les produits à rechercher dans les premiers prélèvements environnementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 matières premières ou produits finis volatils qui pourraient s'évaporer à la suite d'une perte de confinement, du type fuite d'un bac ou perçage d'un container, lors d'une manutention par exemple.

- Les produits de décomposition en cas d'incendie d'atelier ou de zone de stockage de matières premières ou produits finis.

Le POI doit être complété pour :

- indiquer les dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels joints aux dispositifs de prélèvements,
- mettre à jour les fiches relatives aux scénarios incendie afin de compléter la liste des produits de décomposition identifiés dans la version de juin 2025 de l'étude de dangers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son POI sur les points suivants en application de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :

- pour indiquer les dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels joints aux dispositifs de prélèvements,
- pour compléter les fiches relatives aux scénarios incendie par la liste des produits de décomposition identifiés dans la version de juin 2025 de l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour

postérieurs au 1er janvier 2023.
<p>Constats :</p> <p>Le POI recense les produits à rechercher dans les premiers prélèvements environnementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 matières premières ou produits finis volatils qui pourraient s'évaporer à la suite d'une perte de confinement, du type fuite d'un bac ou perçage d'un container, lors d'une manutention par exemple. - les produits de décomposition en cas d'incendie d'atelier ou de zone de stockage de matières premières ou produits finis. <p>Le POI doit être compléter pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indiquer les dispositions prises pour assurer les prélèvements environnementaux (qui, quoi, comment) en complément des documents opérationnels joints aux dispositifs de prélèvements. - mise à jour des fiches relatives aux scénarios incendie afin de compléter la liste des produits de décomposition identifiés dans la version de juin 2025 de l'étude de dangers.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter la fiche de qualification des équipiers de seconde intervention pour indiquer leur habilitation à réaliser les prélèvements environnementaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R.515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des produits de décomposition a été établie dans le cadre de la version de juin 2025 de l'étude de dangers, à partir de la méthodologie du guide DT 126 de juin 2023 de France Chimie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R.515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : La liste des produits de décomposition a été établie dans le cadre de la version du 23 juin 2025 de l'étude de dangers, à partir de la méthodologie du guide DT 126 de juin 2023 de France Chimie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Inspection 26-02-2025

Référence réglementaire : Autre du 26/02/2025
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes à l'établissement
Prescription contrôlée : Constat n° 7 : Le POI en vigueur ne comprend pas de plans des zones matérialisées susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion. Le document en cours devra le prévoir.
Constats : L'exploitant n'a pas répondu au point de contrôle n°7 du rapport de l'inspection du 26/02/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit répondre au point de contrôle n°7 du rapport de l'inspection du 26/02/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois